

Prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et Teréga

Date de la contribution : 04/10/2019

Dans un contexte de très faible inflation, nous sommes fortement surpris par les hausses de tarifs demandées par les opérateurs opérateurs de réseaux (+5.6 % en 2020 par rapport à 2018 et ensuite 2.7 % par an pour GRTgaz et +17.3% en 2020 par rapport à 2018 et ensuite +4.0 % par an pour Teréga). Nous apprécions la démarche que la CRE a lancé avec l'aide d'un consultant pour auditer et analyser les demandes transmises par les gestionnaires des réseaux de transport, dans le but d'une meilleure maîtrise des coûts dans un contexte de baisse de la consommation de gaz naturel. **Cette démarche a permis une limitation sensible des tarifs.**

Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATRT7 ?

Nous sommes favorables à l'introduction d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs. Du fait de la baisse importante des taux d'intérêts, introduire une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs est tout à fait normal et souhaitable. Les nouveaux actifs peuvent être financés avec des taux très faibles. Pour ce qui concerne les actifs historiques, les modalités de détermination des taux de rémunération devraient également prendre en compte les possibilités de refinancement de la dette des opérateurs de réseau.

Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Il est normal que les utilisateurs des réseaux qui ont financé les actifs des réseaux bénéficient des plus-values, si ceux-ci sont cédés par un opérateur à un tiers. La différence entre le prix de cession et la valeur nette comptable devrait bénéficier en totalité aux consommateurs via le CRCP. Inversement, en cas de cession générant une moins-value, celle-ci devrait être supportée par les consommateurs et prise sous forme de charge via le CRCP.

Question 3 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

Commentaire :

Les principes tarifaires actuels et les évolutions envisagées par la CRE permettent de faire converger le revenu autorisé des gestionnaires des réseaux vers les coûts réellement supportés par ceux. Nous accueillons favorablement la vigilance de la CRE dans l'examen des nouveaux projets d'investissement dans les réseaux, sachant que la consommation de gaz naturel de la France stagne depuis plusieurs années et que la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) envisage une baisse à l'horizon 2030.

Question 4 : Êtes-vous favorable au calendrier et aux principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Commentaire :

Nous sommes d'accord avec la date du 1er avril pour les évolutions du tarif ATRT7. Pour respecter les contraintes du code de réseau CAM et donner de la visibilité aux acteurs de marché, le fait de maintenir aux mêmes conditions, jusqu'au 1er octobre, les termes tarifaires aux PIR, nous semble un bon compromis.

Question 5 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

Commentaire :

Les critères d'inclusion ou d'exclusion au CRCP des différents postes de dépenses et de recettes nous semblent correctement être appliqués. Nous sommes d'accord avec la nouvelle répartition proposée par la CRE.

Question 6 : Êtes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à la réduction de +/- 10 % à +/- 5 % de la bande de neutralité pour le mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts pour les investissements. Le réseau de transport français étant maintenant suffisamment dimensionné, le nombre de projets d'investissement va se réduire. Nous souhaiterions que le mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts s'applique pour l'ATRT7 aux investissements de réseaux d'un budget supérieur à 15 MEUR et non pas 20 MEUR comme c'est le cas actuellement.

Question 7 : Êtes-vous favorable aux évolutions du dispositif de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables aux évolutions de régulation incitative de la qualité de service envisagées par la CRE en particulier sur les nouveaux indicateurs. Les publications de données clients comme la transparence sur les appels et le coût moyen des spreads localisés ou le taux de disponibilité des ventes de capacités fermes de court terme sont autant d'indicateurs de suivi importants qui demandent un haut niveau de qualité de services.

Question 8 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATRT7 ?

Nous émettons des réserves sur l'extension du guichet smart grids aux opérateurs de gaz et notamment la sélection des projets. Les projets "smart grid" qui seront menés dans ce cadre doivent réellement correspondre à des innovations qui apporteront un plus aux consommateurs. Le critère coût-bénéfice doit aussi prendre en compte l'aspect innovant du projet. Un contrôle de la pertinence et de l'efficacité des dépenses relatives à la R et D est primordiale, en particulier dans un contexte de transition énergétique.

Question 9 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRT7 pour GRT gaz et Teréga ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes globalement favorables avec les orientations envisagées par la CRE avec les points d'attention suivants :

1. Le coût moyen pondéré du capital (CMPC) de 4 % retenu par la CRE est élevé par rapport aux conditions des marchés financiers et à la tendance baissière des taux d'intérêt. Retenir le taux de 3,6 % qui correspond au bas de la fourchette calculée par la CRE, nous semble plus approprié.
2. Les objectifs de développement de la filière biométhane retenus par GRTgaz qui sont nettement supérieurs aux objectifs de la PPE sont irréalistes. Nous recommandons que les objectifs de la PPE soient réévalués pour prendre en compte les nouvelles dispositions relatives la filière biométhane de la nouvelle loi énergie et climat. Les changements intervenus sur le processus de valorisation des garanties d'origine pourraient être de nature à freiner le développement de la filière.

Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les souscriptions prévisionnelles de GRTgaz et Teréga pour la période 2020-2023 ?

GRTgaz prévoit une réduction des flux d'entrées depuis le terminal méthanier de Fos Tonkin, du fait de l'augmentation des capacités entre le Nord et le Sud (fusion des zones). Cependant, cette réduction des entrées depuis Fos Tonin entraînera une augmentation des flux d'entrée dans la partie Nord du réseau de transport, donc une augmentation des souscriptions à ces points d'entrée. Ce transfert de flux compensera en partie la baisse des revenus liée à la baisse des souscriptions au PITTM de Fos Tonkin.

Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les grands principes tarifaires et la méthode que la CRE envisage de retenir pour le tarif ATRT7 ?

Terme tarifaire de stockage

Nous rappelons que les consommateurs de gaz naturel raccordés aux réseaux de transport vont devoir payer dans le futur des coûts de stockage, alors qu'ils feront partie des premiers utilisateurs à être interrompus en cas de crise d'approvisionnement en gaz. Ils vont devoir payer pour un service dont ils ne pourront pas bénéficier. Nous trouvons cette situation anormale.

Capacités au PIT5

Le code de réseau Tarif prévoit qu'il n'y a pas de subventions croisées entre les utilisateurs des différentes infrastructures gazières. Le rabais de 80 % appliqué aux capacités aux points d'entrée en provenance et de sortie à destination des stockages, constitue une subvention croisée entre les installations de stockage et les installations de transport. Nous sommes défavorables à l'application de ce rabais et souhaitons qu'il soit fixé à la valeur minimale définie par le code de réseau tarif.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux niveaux de rabais envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles aux PIT5 ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Les modalités d'interruption des capacités en sortie aux PIT5 sont plus importantes que le niveau de rabais accordé. En effet, ces capacités doivent être interrompues en cas de congestion sur le réseau de transport, notamment pour éviter le recours au mécanisme "spread localisé" qui peut être coûteux pour les utilisateurs du réseau de transport.

Question 13 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés ?

Favorable

Commentaire :

Nous sommes favorables à la suppression de l'IAPC et à la réduction, voire la mise à zéro, du terme tarifaire de livraison pour les sites fortement modulés

Question 14 : Êtes-vous favorable à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale pour les clients « à souscription » envisagée par la CRE à compter du 1er avril 2020 ?

Favorable

Commentaire :

A court terme, nous sommes favorables à l'adaptation de la formule de calcul de la modulation hivernale car celle-ci permet de neutraliser les coûts de compensation du stockage pour les consommateurs dont le profil de consommation est stable tout au long de l'année.

Cependant, nous rappelons que les consommateurs de gaz naturel raccordés aux réseaux de transport qui n'ont pas un profil de consommation stable tout au long de l'année vont devoir payer dans le futur des coûts de stockage, alors qu'ils feront partie des premiers utilisateurs à être interrompus en cas de crise d'approvisionnement en gaz. Ils vont devoir payer pour un service dont ils ne pourront pas bénéficier. Nous trouvons cette situation anormale. Les consommateurs non prioritaires devraient à terme être exemptés de la modulation hivernale.